

“Au programme de l’ENA, on trouve la cybersécurité ou la lutte contre le djihadisme, mais rien sur le climat !”

- [Weronika Zarachowicz](#)

Le climat ? À peine enseigné dans les grandes écoles, toujours obscur pour les politiques, selon François Gemenne, professeur à Sciences Po... En dressant un implacable état des lieux, ce membre du Giec appelle à une mobilisation qui laisse des raisons d’espérer.

Quel est le rapport entre le changement climatique, l’invasion des perturbateurs endocriniens ou des particules fines, l’érosion des sols, les incendies de la forêt amazonienne ou encore la mort de Martha, en 1914, dernière représentante de la plus prolifique espèce de pigeons migrateurs, anéantie en quelques décennies seulement ? L’impact des activités humaines, aujourd’hui sur le point de rompre un équilibre fondamental entre la planète et ses habitants.

Mais on peut aussi raconter l’histoire autrement, comme l’entrée dans une nouvelle ère géologique où l’homme serait devenu plus puissant que les volcans. Et la raconter en images, en cartes, en diagrammes, comme le propose le chercheur belge François Gemenne. « *Car la première chose à faire*, affirme ce spécialiste des questions de géopolitique de l’environnement, professeur à Sciences Po, *est d’avoir sous les yeux l’étendue des changements, globaux et irréversibles.* » État des lieux aussi limpide qu’implacable, son *Atlas de l’anthropocène*, sorti cet automne et codirigé avec Aleksandar Rankovic et l’atelier de cartographie de Sciences Po, est surtout un appel à la mobilisation.

Qu'est-ce que l'anthropocène ?

Plusieurs lectures sont possibles, toutes liées. La première a été forgée par les géologues, il y a vingt ans : l'anthropocène est une nouvelle période géologique, caractérisée par le fait que les humains sont devenus les principales forces de transformation de la planète. Au point qu'il est désormais possible de déceler nos empreintes — fibre de plastique, os de poulet de supermarché, béton de nos constructions... — en train de se fossiliser dans les couches sédimentaires de la Terre.

Mais on peut aussi adopter une vision politique et définir l'anthropocène comme un changement radical de nos rapports avec la Terre. Pendant des siècles, on a considéré qu'elle était l'astre céleste sur lequel nous habitons, gouverné par les lois des sciences naturelles (physique, chimie, biologie), tandis que les humains organisaient le monde selon les lois des sciences humaines et sociales (droit, économie, politique). Comme si le monde et la Terre étaient séparés, que rien de ce qui se passait dans le monde ne pouvait affecter la Terre. L'anthropocène nous dit que cette distinction ne tient pas. Non seulement la Terre a une influence sur nous, mais nous avons une influence sur elle. Et il va nous falloir inventer les moyens de gouverner sur cette nouvelle Terre...

“Nous sommes définitivement sortis de la route, et tout l'enjeu, désormais, consiste à limiter le nombre de tonneaux.”

Pourquoi ne pas parler tout simplement de « crise écologique » ?

Une crise est par essence temporaire : une fois qu'on en est sorti, on peut espérer rétablir l'état des choses. Ce n'est pas le cas aujourd'hui ! La plupart des changements que nous observons sont irréversibles et durables, même si les Occidentaux sont encore relativement épargnés. Une réduction drastique des gaz à effet de serre ne fera pas redescendre le niveau de la mer. Le Bangladesh est déjà régulièrement sous l'eau. Et il existe des migrants climatiques, bien qu'on préfère les qualifier de migrants économiques. Bref, nous sommes définitivement sortis de la route, et tout l'enjeu, désormais, consiste à limiter le nombre de tonneaux. Il faudrait aussi cesser de parler de « transition », comme si un mouvement naturel, spontané, nous menait vers un monde plus « vert », où tout le monde serait gagnant. Ce terme est aussi trompeur que celui de « crise » et masque la difficulté et l'ampleur de ce qui nous arrive. C'est ce que nous avons voulu faire avec cet atlas : prendre la mesure de ces changements globaux et polymorphes.

Vous montrez aussi combien ils sont interconnectés...

Les questions environnementales sont de plus en plus présentes dans les médias, les conversations, les préoccupations des gens, mais elles sont souvent présentées séparément les unes des autres. Or la pollution des sols, l'acidification des océans, la crise de la biodiversité ou celle du climat font partie d'un seul et même ensemble qui nous oblige à repenser notre rapport à la Terre. Les incendies de la forêt amazonienne, par exemple, concernent autant le climat, la biodiversité, les peuples amérindiens que l'agriculture ou le

commerce mondial. C'est dire l'immensité du chantier : l'anthropocène chamboule nos cadres de pensée et montre que nous sommes, aussi, face à un enjeu d'alphabétisation écologique, pour reprendre le philosophe Pierre Charbonnier.

En 2020, l'Italie deviendra le premier pays du monde à rendre obligatoire l'étude du réchauffement climatique à l'école, c'est une bonne nouvelle ?

C'est essentiel. Il faut non seulement enseigner l'écologie mais aussi promouvoir une connaissance au-delà des champs disciplinaires, une connaissance « anthropocénique ». À Sciences Po Paris, nous avons tenté de le faire avec le sociologue Bruno Latour, autour d'un programme de recherche « politique de la Terre », qui faisait intervenir des géologues et des climatologues dans cette école de sciences sociales. Mais nous nous sommes heurtés à une incompréhension de la part de l'institution.

Aujourd'hui, les cours sur l'environnement à Sciences Po sont optionnels, malgré une aspiration très forte des étudiants. De façon générale, les cursus restent figés. Des générations de politiciens, aujourd'hui encore, ne connaissent rien au fonctionnement de la Terre et considèrent que ce n'est pas un sujet politique. Nicolas Sarkozy a longtemps confondu changement climatique et couche d'ozone. Quand François Hollande et Laurent Fabius ont finalement accepté d'organiser la COP 21 en 2015, ils ont dû prendre des cours sur le réchauffement auprès du climatologue Jean Jouzel car aucun d'eux ne savait ce que c'était...

“À un moment donné, il faudra bien que ces jeunes entrent dans le débat politique même”

Vous ne voyez aucun progrès ?

Regardez le programme de l'ENA : parmi les dix grands défis du monde de demain auxquels les futurs dirigeants doivent se préparer, on trouve la cybersécurité ou la lutte contre le djihadisme, mais rien sur le climat ! C'est antédiluvien... Si je prends ma discipline, les relations internationales, son postulat est qu'on peut comprendre le monde en analysant l'état des rapports entre les nations. Ce n'est plus vrai du tout. Les sommets de l'ONU sur le climat (les COP), par exemple, fonctionnent encore sur un modèle intergouvernemental alors qu'il faudrait inviter à la table des négociations bien d'autres composantes de la Terre.

Lesquelles ?

Les villes, les entités locales, qui disposent de vrais leviers sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les entreprises, aussi, bien sûr, qui font du lobbying en sous-main mais ne font officiellement pas partie des négociations ! Il est aberrant que les compagnies aériennes aient été exclues des Accords de Kyoto. Elles ont un mini-accord entre elles, au sein de l'Organisation internationale de l'aviation civile, avec des objectifs peu contraignants... Et comment avancer sans mettre autour de la table les compagnies gazières et

pétrolières, qui sont parties prenantes du problème, qu'on le veuille ou non ! Il faut pouvoir leur parler.

Et puis, il y a les jeunes générations : lors de la COP 25, en décembre dernier, à Madrid, des adolescents venus des quatre coins du monde ont défilé pour exprimer des messages puissants, mais qui résonnaient un peu à vide face à des gouvernements tenus par les mandats de leurs électeurs. À un moment donné, il faudra bien que ces jeunes entrent dans le débat politique même.

Ne l'ont-ils pas fait avec leurs grèves climatiques ?

Ils ont fait progresser la conscientisation d'une partie de la société. C'est ce qui explique que Greta Thunberg suscite autant de rejet ; elle est très politique, même si elle tweete « *je ne fais pas de politique* »... Le cas de la Belgique francophone est intéressant, car la mobilisation y a été très importante, avec des effets concrets : ces jeunes, étudiants, blancs, issus en majorité des classes moyennes supérieures, ont convaincu leurs parents, traditionnellement électeurs du parti libéral, l'équivalent de La République en marche, de voter écolo.

Aujourd'hui, plus aucun parti en Belgique francophone ne remet en cause les objectifs de neutralité carbone. Aux États-Unis et en Europe, les propositions de Green New Deal — ces programmes de lutte contre le changement climatique — sont aussi une victoire des jeunes. On peut certes regretter que leurs objectifs soient encore trop vagues ou insuffisants, mais on a quand même une ébauche de ce vers quoi on pourrait aller, avec une planification.

“Certes, il y a encore trop de gouvernements qui ne font rien... mais énormément de gens votent pour ces gouvernements.”

Les sociétés civiles sont-elles en avance sur les pouvoirs politiques ?

En partie. Le monde politique reste prisonnier de trop de lobbies, et en retard sur la population, en particulier la jeunesse. Cela provoque une crise de représentation démocratique. Mais il est trop facile de dire : je roule à vélo, je trie mes déchets, et si ça n'avance pas, c'est la faute des gouvernements et des entreprises, pas la mienne ! Certes, il y a encore trop de gouvernements qui ne font rien... mais énormément de gens votent pour ces gouvernements.

Les États-Unis, le Brésil, l'Australie sont trois démocraties, dont les chefs d'État ont été élus sur un programme anticlimat. Et quand les électeurs britanniques choisissent Boris Johnson, ils prennent la responsabilité de voter pour un gouvernement à la limite du climatoscepticisme, et qui sera aux manettes de la COP 26, la plus importante de la décennie à venir (qui doit mettre en œuvre l'Accord de Paris et fixer le niveau d'engagement de chaque pays). Aujourd'hui, la majorité de la population mondiale veut encore une société productiviste, de court terme, et se moque de la destruction du climat et de la biodiversité. Il faut en être conscient.

Vous allez décourager beaucoup de gens !

Je dis simplement qu'être un consommateur éclairé et concerné, qui mange des topinambours en hiver, ne suffit pas. Il faut agir collectivement. Pour se

faire entendre, il faut protester dans les bureaux de vote. Les grèves, les manifestations sont un autre moyen d'action. On peut aussi agir en choisissant où placer son épargne, en tout cas pour les classes moyennes et supérieures. Car c'est là que se loge la plus grande partie de notre empreinte carbone !

Aujourd'hui, avec cette épargne, les grandes banques françaises continuent en effet à financer massivement les énergies fossiles.

En 2017, l'ensemble des financements publics et privés des énergies fossiles s'élevait encore à 5 200 milliards de dollars. Et 6,5 % de la richesse mondiale produite chaque année dans le monde retourne dans ces énergies fossiles. Y compris en matière de financements publics : en France, pour 1 euro donné au renouvelable, on en donne 2 aux fossiles. Les gens ne le savent pas assez, tout comme ils ne sont pas encore conscients de l'empreinte de leurs outils numériques. « N'imprimez cet e-mail que si nécessaire », peut-on lire sur nos courriers électroniques, mais l'empreinte carbone d'un e-mail stocké sur un serveur est infiniment plus lourde que celle d'une feuille de papier issu d'une forêt gérée durablement.

Vous-même, quand avez-vous pris conscience des enjeux environnementaux ?

Mon vrai « déclic » est venu quand j'ai voté pour la première fois, en 1999 : j'ai choisi les Verts, comme 65 % des jeunes de ma génération. La Belgique était alors très marquée par l'affaire Dutroux, les Verts étaient le seul parti à ne pas avoir été mêlé aux dérives de la justice et de la police. Pour la première fois, j'ai senti un mouvement générationnel, une aspiration collective.

À l'époque, je faisais un stage à l'ONU auprès de la représentation belge, qui assurait la présidence de l'Union européenne et devait présider un certain nombre de réunions. Il se trouve que je faisais plus vieux que mon âge et que j'étais stagiaire d'un diplomate un peu paresseux, qui m'a dit : « *Mets un beau costume, je vais te donner un badge de diplomate et tu vas me remplacer dans des réunions.* » À 20 ans, je me suis retrouvé à présider la commission baleinière internationale...

Un jour, je suis resté coincé dans un ascenseur avec Enele Sopoaga, l'ambassadeur des Tuvalu aux Nations unies, aujourd'hui devenu Premier ministre. Il m'a expliqué qu'il avait pour mission d'alerter sur le risque de montée des eaux, et le fait que ses îles allaient disparaître. De retour en Belgique, j'ai décidé de faire ma thèse sur les réfugiés climatiques. Au début, quand je parlais des migrations climatiques, les gens pensaient qu'il s'agissait d'oiseaux ou de poissons. Cinq ans plus tard, tout le monde savait.

“Les grandes transformations sont toujours précédées d'un baroud d'honneur de l'ancien monde. J'ose espérer que Trump, Orbán sont les dernières caricatures d'un modèle arrivé à son terme.”

Quel rapport y a-t-il entre les migrations et l'anthropocène ?

Les deux posent la même question : est-on capable de considérer que celui qui habite au-delà de nos frontières, générationnelles ou géographiques, appartient comme nous au genre humain ? Nous avons aujourd'hui des

politiques d'asile et d'immigration déshumanisées et criminelles, parce que les gens sont convaincus que ceux qui sont de l'autre côté de la frontière ne sont plus leurs semblables, mais des parasites qu'on peut laisser mourir sans que cela nous affecte.

Tout l'enjeu consiste à réaliser que le type qui a les pieds dans l'eau aux Tuvalu ou celui qui affronte les cyclones au Bangladesh, que tous ces gens qu'on ne connaît pas, dans des pays où on n'ira jamais, font partie du même monde que nous. J'y vois le message politique essentiel de l'anthropocène, qui nous invite à retrouver le sens du cosmopolitisme. C'est-à-dire à nous définir comme Terriennes et Terriens, tous embarqués dans la même histoire.

Après avoir travaillé deux ans sur cet atlas, vous ne vous sentez pas trop accablé ?

J'ai effectivement compris pourquoi les spécialistes du climat sont les seuls chercheurs à espérer se tromper à chaque instant... J'ai découvert l'ampleur de pollutions que je connaissais moins — notamment que les cinq cent mille tonnes de plastique qui flottent à la surface des océans ne représentent qu'une infime proportion des déchets s'amoncelant en eaux profondes, qu'on ne récupérera jamais.

Mais, curieusement, je n'ai jamais été aussi volontariste : il y a tellement à faire ! Nous sommes à un moment charnière, qui suscite des tensions puissantes, des regains de nationalisme et de climatoscepticisme. Mais les grandes transformations sont toujours précédées d'un baroud d'honneur de l'ancien monde. J'ose espérer que c'est ce que nous vivons aujourd'hui, que les Bolsonaro, Trump, Orbán sont les dernières caricatures, les derniers clowns d'un modèle arrivé à son terme. La période est riche de perspectives politiques. Même ces COP, qui sont tellement critiquées, ont quelque chose de beau, avec ces gens venus d'horizons, de parcours différents qui se réunissent et se disent : que va-t-on penser, élaborer, construire ensemble ?

FRANÇOIS GEMENNE EN CINQ DATES

1980 Naissance à Liège.

2001 Coïncé dans un ascenseur à l'ONU avec l'ambassadeur des Tuvalu.

2009 Thèse de science politique à Sciences Po, sur le rôle joué par les chercheurs dans la mise à l'agenda de la question des migrations climatiques.

2016 Création de l'Observatoire Hugo à l'Université de Liège.

2018 Membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

À lire

Atlas de l'anthropocène, de François Gemenne, Aleksandar Rankovic et l'Atelier de cartographie de Sciences Po, préface de Jan Zalasiewicz et postface de Bruno Latour, éd. Presses de Sciences Po, 160 p., 25 €.